

RAPPORT ANNUEL

Exercice au 29 mars 2018



OFI RS EURO CREDIT SHORT TERM

FCP Obligations et autres titres de créances libellés en euro

Commercialisateur

OFI ASSET MANAGEMENT - 22 rue Vernier - 75017 Paris

Société de Gestion

OFI ASSET MANAGEMENT - 22 rue Vernier - 75017 Paris

Dépositaire et Conservateur

SOCIETE GENERALE - 29 Boulevard Haussmann - 75009 Paris

Gestion administrative et comptable :

SOCIETE GENERALE - 29 Boulevard Haussmann - 75009 Paris

Sommaire

Rapport de Gestion

Comptes Annuels
au 29 mars 2018

Rapport du Commissaire
aux Comptes

ORIENTATION DE GESTION

Objectif de gestion

Le Fonds a pour objectif de gestion de réaliser une performance supérieure à l'indice EONIA capitalisé quotidiennement, sur la durée de placement recommandée par une exposition aux produits de taux en mettant en œuvre une approche ISR.

Indicateur de référence

L'indicateur de référence auquel l'investisseur pourra comparer la performance du Fonds est le taux EONIA capitalisé quotidiennement. L'indice EONIA (Euro Overnight Index Average) correspond à la moyenne des taux au jour le jour de la zone euro, il est calculé par la Banque Centrale Européenne et représente le taux sans risque européen. (Pour plus d'information sur cet indice : www.fbe.be)

Stratégie de gestion

Le portefeuille est construit et géré sur la base d'une analyse quantitative et qualitative de l'univers d'investissement, afin d'intégrer au Fonds les valeurs jugées en adéquation avec les objectifs et contraintes de gestion.

Le Fonds a pour objectif de tirer parti :

- de l'évolution des taux courts en période de changement de cycle monétaire ; il s'agira pour les gérants de piloter activement la sensibilité du Fonds. Ainsi, dans le cas où le scénario des gérants privilégie une hausse des taux, la sensibilité du Fonds sera réduite de façon à diminuer l'impact de la hausse attendue sur la valeur liquidative. Inversement lorsque le scénario anticipe une baisse des taux directs la sensibilité sera augmentée afin de bénéficier de l'appréciation des titres à taux fixe.

La sensibilité du Fonds évoluera dans une fourchette allant de 0 à 2.

- D'une gestion active des émetteurs entrant dans la composition du portefeuille. L'évolution des spreads de crédit (marges de crédit existant entre les titres émis par des entités privées et ceux émis par des Etats) aura un impact important sur l'évolution de la valeur liquidative. Le choix des émetteurs sur lesquels le Fonds est investi est donc pour une part importante dans la construction de la performance attendue. La sélection des émetteurs individuels fait appel à l'expertise combinée des analystes crédit d'OFI AM (analyse fondamentale) et des gérants crédit (analyse de marché), ainsi qu'à une analyse quantitative afin de sélectionner les émetteurs en adéquation avec les contraintes de gestion et offrant le meilleur potentiel d'appréciation. Il convient de noter qu'il n'y a pas d'investissement sur les émetteurs souverains.

Dans le cadre de sa gestion, le gérant sélectionnera des titres dont la maturité est de maximum trois ans.

Ces stratégies pourront être mises en œuvre simultanément dans le Fonds.

Le gérant complète, concomitamment à l'analyse financière, son étude par l'analyse de critères extra financiers afin de privilégier une sélection « Investissement Socialement Responsable » (ISR) des sociétés en portefeuille.

Cette étude est réalisée en prenant en compte des éléments Environnementaux, Sociétaux et de Gouvernance, c'est-à-dire :

- dimension Environnementale : impact direct ou indirect de l'activité de l'émetteur sur l'environnement : changements climatiques, ressources naturelles, financement de projets, rejets toxiques, produits verts ;
- dimension Sociétale : impact direct ou indirect de l'activité de l'émetteur sur les parties prenantes : salariés, clients, fournisseurs et société civile, par référence à des valeurs universelles (notamment : droits humains, normes internationales du travail, impact environnementaux, lutte contre la corruption...);
- dimension de Gouvernance : ensemble des processus, réglementations, lois et institutions influant la manière dont la société est dirigée, administrée et contrôlée.

L'équipe d'analyse ISR définit un référentiel sectoriel des enjeux clés (Environnement, Social, Gouvernance listés ci-dessus), en sélectionnant pour chaque secteur d'activité les enjeux ESG les plus importants pour ce secteur. A partir du référentiel sectoriel d'enjeux clés, une Note ESG est calculée par émetteur qui comprend d'une part les notes des enjeux clés (avec une pondération de 70% pour les enjeux Environnementaux et Sociaux et de 30% pour la Gouvernance), d'éventuels malus liés à des controverses non encore intégrées dans les notations des enjeux clés et d'éventuels bonus liés à l'analyse des enjeux clés. Cette note ESG est calculée sur 10.

Sur OFI RS EURO CREDIT SHORT TERM, l'univers analysé éligible est défini par la limitation des sociétés présentant les moins bons Scores ISR (Scores Best In Class établis par notre Pôle ISR) de l'ensemble des émetteurs couverts par une analyse ESG (émetteurs privés internationaux soit environ 2700 actuellement, désignés ci-après par le terme « univers analysé »).

Le portefeuille sera composé au minimum :

- de 60 % des deux meilleures catégories ISR (Leaders et Impliqués)
- et de 75 % des trois meilleures catégories ISR (Leaders, Impliqués et Suiveurs)

Le Fonds adhère au Code de Transparence AFG Eurosif pour les Fonds ISR ouverts au public, et est disponible sur le site internet www.ofi-am.fr

Le Fonds pourra investir Jusqu'à 110 % maximum de l'actif du Fonds en titres de créances, obligations et instruments du marché monétaire. Il s'agit principalement d'obligations et de titres de créances négociables, y compris obligations convertibles (dans une limite de 10 % de l'actif du FCP), listés sur un marché réglementé d'un pays de l'OCDE (la zone prépondérante d'investissement restant la zone Euro) libellés en euro et émis par des entreprises privées ou publiques.

Les titres acquis en portefeuille, ou à défaut leurs émetteurs, doivent être notés « Investment Grade » selon la politique de notation mise en place par la société de gestion. Cette politique de notation des titres de créance prévoit une règle unique en matière d'attribution de notation long terme des titres obligataires. En application de cette politique, une notation est déterminée en fonction des notes attribuées par une ou des agences reconnues et de celle issue des analyses de l'équipe d'Analyse Crédit de la société de gestion.

En cas de dégradation en catégorie "non investment grade" de la notation d'un titre attribuée selon la politique de notation retenue, le gérant aura la possibilité de conserver le portefeuille en l'état sous réserve d'un accord de l'analyse crédit ou du risk management, sinon il devra prendre toute action corrective pour respecter à nouveau ses engagements de composition du portefeuille dans un délai maximum de trois mois. Le Fonds pourra détenir des titres "non investment grade" (selon la notation des agences ou l'analyse interne de la Société de Gestion ou qui ne bénéficient d'aucune notation) dans la limite globale de 10% de son actif net.

Le Fonds peut intervenir sur les marchés financiers à terme réglementés français ou étrangers (contrats futures et options) et effectuer des opérations de gré à gré (swap, caps et floors, options, et forward) dans le cadre de son objectif de gestion.

Le Fonds pourra investir également en instruments du marché monétaire (dont 10% maximum de l'actif en euro commercial paper) dans le cadre du placement de la trésorerie.

Pour les taux d'intérêt, les gérants pourront utiliser les instruments financiers à terme négociés de gré à gré ou sur un marché réglementé aussi bien pour des besoins de couverture, que pour des besoins d'exposition.

Pour les changes, les gérants pourront utiliser les instruments dérivés (swaps, forward, options ou contrats) pour des besoins de couverture du risque de devise.

Les gérants pourront également recourir à l'achat ou à la vente d'instruments financiers à terme répondant aux caractéristiques des dérivés de crédit (credit default swap) définis par les conventions-cadre de place française (FBF) ou internationale (ISDA).

L'exposition du Fonds aux dérivés de crédit ne pourra excéder 100% de l'actif net.

Le Fonds peut être exposé dans des proportions minoritaires aux obligations convertibles lorsque ces dernières offrent des opportunités plus attractives que les obligations sus citées. Généralement, la sensibilité action, au moment de l'acquisition de ces obligations convertibles, est négligeable mais l'évolution des marchés peut faire apparaître une sensibilité action résiduelle.

Profil des risques

Le Fonds sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par la Société de Gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

Le Fonds est un Fonds classé « Obligations et autres titres de créances libellés en euro », et par conséquent, l'investisseur est principalement exposé aux risques suivants :

Risque de perte en capital

L'investisseur est averti que la performance du Fonds peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital peut ne pas lui être intégralement restitué, le Fonds ne bénéficiant d'aucune garantie ou protection du capital investi.

Risque de taux

Le risque de taux correspond au risque lié à une remontée des taux des marchés obligataires, qui provoque une baisse des cours des obligations et par conséquent une baisse de valeur liquidative du Fonds. La sensibilité du FCP peut varier entre 0 et 2.

Risque crédit

Il représente le risque éventuel de dégradation de la signature de l'émetteur qui aura un impact négatif sur le cours du titre et donc sur la valeur liquidative du Fonds. L'utilisation de dérivés de crédit peut accroître ce risque.

Risque d'engagement

Le FCP peut utiliser des produits dérivés en complément des titres en portefeuille avec un engagement global de 200% maximum de l'actif. En cas d'évolution défavorable des marchés, la valeur liquidative du FCP pourrait connaître une baisse plus significative.

Risque lié à l'investissement dans des obligations convertibles

La valeur des obligations convertibles dépend de plusieurs facteurs : niveau des taux d'intérêts, évolution du prix des actions sous-jacentes, évolution du prix du dérivé intégré dans l'obligation convertible. Ces différents éléments peuvent entraîner une baisse de la valeur liquidative du Fonds. Si les actions sous-jacentes des obligations convertibles et assimilées, les actions détenues en direct dans le portefeuille ou les indices, auxquels le portefeuille est exposé baissent, la valeur liquidative pourra baisser. Le risque actions demeure accessoire dans ce Fonds.

Risque de contrepartie

Il s'agit du risque lié à l'utilisation par le Fonds d'instruments financiers à terme, de gré à gré. Ces opérations conclues avec une ou plusieurs contreparties éligibles, exposent potentiellement le Fonds à un risque de défaillance de l'une de ces contreparties pouvant conduire à un défaut de paiement.

De façon accessoire, l'investisseur peut également être exposé aux risques suivants :

Risque de change

Le risque de change est dû aux investissements dans une autre devise que l'euro, il demeure accessoire dans ce Fonds.

Risque d'actions

Il s'agit du risque de variation des cours des actions auxquelles le portefeuille est exposé. Le Fonds peut s'exposer dans des proportions minoritaires aux obligations convertibles lorsque ces dernières permettent d'offrir des opportunités plus attractives que les obligations sus citées. Principalement, la sensibilité action, au moment de l'acquisition de ces obligations convertibles est négligeable, mais l'évolution des marchés peut faire apparaître une sensibilité action résiduelle.

Risque de Haut Rendement (« High Yield à caractère spéculatif »)

Il s'agit du risque de crédit s'appliquant aux titres dits « Spéculatifs » qui présentent des probabilités de défaut plus élevées que celles des titres de la catégorie « Investment Grade ». Ils offrent en compensation des niveaux de rendement plus élevés. En cas de dégradation de la notation, la valeur liquidative de la SICAV baissera.

Risque lié aux obligations contingentes

Les « Cocos » sont des titres hybrides émis par des institutions financières (banques, assurances, ...) permettant l'absorption des pertes lorsque le capital réglementaire de ces dernières tombe en dessous un certain seuil défini à l'avance (ou trigger) ou est jugé insuffisant par le régulateur de ces institutions financières. Dans le premier cas, on parle de déclenchement mécanique, et dans le second cas, il s'agit d'un déclenchement discrétionnaire du mécanisme d'absorption par le régulateur. Le trigger, spécifié dans le prospectus à l'émission, correspond au niveau des capitaux à partir duquel l'absorption des pertes est mécaniquement déclenchée. Cette absorption des pertes se matérialise soit par conversion en actions, soit par réduction du nominal (partielle ou totale).

Les principaux risques spécifiques liés à l'utilisation des Cocos sont les risques de :

- déclenchement du mécanisme d'absorption des pertes : il entraîne soit la conversion des cocos en actions («equity conversion»), soit la réduction partielle ou totale du nominal (« write down ») ;
- non-paiement des coupons : le paiement des coupons est à la discrétion de l'émetteur (mais avec l'accord préalable systématique du régulateur) et le non-paiement des coupons ne constitue pas un défaut de la part de l'émetteur ;
- non remboursement en date de call : les Cocos AT1 sont des obligations perpétuelles mais remboursables à certaines dates (dates de call) à la discrétion de l'émetteur (avec l'accord de son régulateur). Le non remboursement en date de call entraîne une augmentation de la maturité de l'obligation et a donc un effet négatif sur le prix de cette dernière. Il expose aussi l'investisseur au risque de ne jamais être remboursé ;
- structure du capital : en cas de faillite de l'émetteur, le détenteur de la Coco sera remboursé qu'après le remboursement intégral des détenteurs d'obligations non subordonnées. Dans certains cas (Coco avec write-down permanent par exemple), le détenteur de la Coco pourra subir une perte plus importante que les actionnaires ;
- valorisation : compte tenu de la complexité de ces instruments, leur évaluation en vue d'un investissement ou postérieurement nécessite une expertise spécifique. L'absence de données sur l'émetteur régulièrement observables et la possibilité d'une intervention discrétionnaire de l'autorité de régulation de l'émetteur peuvent remettre en cause l'évaluation de ces instruments ;
- liquidité : les fourchettes de négociation peuvent être importantes en situation de stress. Et dans certains scénarios, il est possible de ne pas trouver de contreparties de négociation.

METHODE CHOISIE PAR LA SOCIETE DE GESTION POUR MESURER LE RISQUE GLOBAL DE L'OPC

L'engagement est calculé selon la méthode probabiliste avec une VaR sur un horizon d'une semaine avec une probabilité de 95%.

Cette VaR ne devra pas excéder 5% de l'actif net.

Le niveau de levier maximal du Fonds, donné à titre indicatif, calculé comme la somme des nominaux des positions sur les instruments financiers à terme utilisés, est de 200%. Cependant, en fonction de la situation des marchés, le Fonds se réserve la possibilité d'atteindre un niveau de levier plus élevé.

INFORMATIONS RELATIVES A LA VAR

OFI RS Euro Credit Short Term	VaR 5d 95%
Moyenne	0,12%
Maximum	0,14%
Minimum	0,08%

CHANGEMENT(S) INTERVENU(S) AU COURS DE L'EXERCICE

A compter du 09 mars 2018, création d'une nouvelle catégorie de part dénommée part RF.

CHANGEMENT(S) A VENIR

Néant.

PROCEDURE DE CHOIX DES INTERMEDIAIRES

Le Groupe OFI a mis en place une procédure de sélection et d'évaluation des intermédiaires de marchés qui permet de sélectionner, pour chaque catégorie d'instruments financiers, les meilleurs intermédiaires de marchés et de veiller à la qualité d'exécution des ordres passés pour le compte de nos OPC sous gestion.

Les équipes de gestion peuvent transmettre leurs ordres directement aux intermédiaires de marchés sélectionnés ou passer par la table de négociation du groupe OFI, la Société OIS.

Ce prestataire assure la réception transmission des ordres, suivie ou non d'exécution, aux intermédiaires de marchés sur les instruments financiers suivants : Titres de créance, Titres de capital, Parts ou Actions d'OPC, Contrats Financiers.

L'expertise de ce prestataire permet de séparer la sélection des instruments financiers (qui reste de la responsabilité de la Société de Gestion) de leur négociation tout en assurant la meilleure exécution des ordres.

Une évaluation multicritères est réalisée semestriellement par les équipes de gestion du Groupe OFI. Elle prend en considération, selon les cas, plusieurs ou tous les critères suivants :

- le suivi de la volumétrie des opérations par intermédiaires de marchés ;
- l'analyse du risque de contrepartie et son évolution (une distinction est faite entre les intermédiaires « courtiers » et les « contreparties ») ;
- la nature de l'instrument financier, le prix d'exécution, le cas échéant le coût total, la rapidité d'exécution, la taille de l'ordre ;
- les remontées des incidents opérationnels relevés par les gérants ou le Middle Office.

Au terme de cette évaluation, le Groupe OFI peut réduire les volumes d'ordres confiés à un intermédiaire de marché ou le retirer temporairement ou définitivement de sa liste de prestataires autorisés.

Cette évaluation pourra prendre appui sur un rapport d'analyse fourni par un prestataire indépendant.

La sélection des OPC s'appuie sur une triple analyse :

- une analyse quantitative des supports sélectionnés ;
- une analyse qualitative complémentaire ;
- une Due Diligence qui a vocation à valider la possibilité d'intervenir sur un fonds donné et de fixer des limites d'investissements sur le fonds considéré et sur la société de gestion correspondante.

Un comité post-investissement se réunit tous les semestres pour passer en revue l'ensemble des autorisations données et les limites consommées.

Pour l'exécution sur certains instruments financiers, la Société de Gestion a recours à des accords de commission partagée (CCP ou CSA), aux termes desquels un nombre limité de prestataires de services d'investissement :

- fournit le service d'exécution d'ordres ;
- collecte des frais d'intermédiation au titre des services d'aide à la décision d'investissement ;
- reverse ces frais à un tiers prestataire de ces services.

L'objectif recherché est d'utiliser dans la mesure du possible les meilleurs prestataires dans chaque spécialité (exécution d'ordres et aide à la décision d'investissement/désinvestissement).

FRAIS D'INTERMEDIATION

Vous trouverez sur le site Internet du Groupe OFI à l'adresse suivante : https://www.ofi-am.fr/corporate/pdf/info-reglementaire_politique-selection-execution.pdf toutes les mesures prises pour appréhender les nouvelles dispositions réglementaires liées à la MIF.

Est notamment présent le compte- rendu relatif aux frais d'intermédiation en application de l'article 314-82 du Règlement Général de l'AMF à l'adresse suivante : https://www.ofi-am.fr/corporate/pdf/info-reglementaire_CR-frais-intermediation.pdf

INFORMATIONS RELATIVES AUX REMUNERATIONS DE L'OPCVM

Dans le cadre de la mise en application de la Directive N° 2014/91/UE du 23 juillet 2014 (dite OPCVM V), la Société a mis en place une politique de rémunération dont les caractéristiques sont les suivantes :

1) Eléments qualitatifs

La politique de rémunération de la Société a été établie par le Comité Stratégique du Groupe OFI.

Le Comité Stratégique est composé de représentants des actionnaires de la Société. Il fixe la politique de rémunération et s'assure de sa mise en œuvre.

La politique de rémunération de la Société promeut une gestion saine et efficace du risque, aligne à la fois les intérêts des investisseurs, de la Société et des gérants OPC, et tend à réduire les conflits d'intérêts potentiels entre les commerciaux et les investisseurs. Elle est conforme à la stratégie économique, aux objectifs et aux valeurs de la Société.

La rémunération fixe correspond à la rétribution normale du collaborateur pour la prestation attendue correspondant à sa qualification. La rémunération variable tient compte notamment du résultat de la Société, de ses besoins en fonds propres et de la qualité de la gestion et du service proposé aux investisseurs.

Personnel concerné par la politique de rémunération : toutes les personnes qui participent à la prise de risque au niveau des fonds ou de la Société : dirigeants, gérants, CIO, responsables des fonctions de contrôle, personnels assimilés par leur niveau de rémunération variable, commerciaux.

Appréciation de la performance et des risques : celle-ci est réalisée en fonction du personnel concerné.

La performance des gérants et responsables de gestion s'appuie sur des critères quantitatifs (classement de chaque fonds dans un univers témoin) et qualitatifs (réalisation d'objectifs, observation de la politique de gestion des risques, conformité avec les règlements internes ou externes, suivi des process de gestion, contribution des preneurs de risques aux risques opérationnels).

Concernant les dirigeants, les critères retenus se rapportent à la performance globale de l'entreprise (évolution du bénéfice d'exploitation, réalisation d'objectifs stratégiques, image, notoriété...).

Pour les fonctions de contrôle, les critères retenus ont traités aux risques opérationnels, réglementaires et réputationnels.

Enfin, la performance des commerciaux est appréciée sur des critères classiques dès lors qu'ils ne provoquent pas de conflits d'intérêts avec les porteurs : collecte, évolution du chiffre d'affaire, taux de pénétration, réussites de campagne, nouveaux clients...

Enveloppe de rémunération variable : sur la base d'une enveloppe globale, une partie est attribuée aux preneurs de risques et le reste aux autres personnels concernés. La répartition est ensuite faite par les managers en tenant compte des facteurs d'appréciation décrits ci-dessus.

Modalités de versement et mesures d'ajustement de la rémunération :

Pour les personnes dont la rémunération variable est inférieure à 200k€ ou bien à 30% du salaire fixe, celle-ci est versée immédiatement et en totalité en cash.

Pour les autres, la part qui ne serait pas versée en numéraire est versée sous forme de provisions, permettant ainsi de réaliser l'alignement des risques entre les différentes parties, (OPC, gérants et preneurs de risques) : provisions indexées sur un panier déterminé ou un panier global.

Une part (60%) est versée immédiatement, dont 50% en cash et 10% en provisions indexées, les 40% restant étant versés sous forme de provisions, libérées par tranches égales au cours des trois années suivantes, sans période de rétention.

Cette allocation pourra faire l'objet de révision à la baisse en fonction de l'évolution des critères quantitatifs et qualitatifs au cours des années suivantes, selon une notion de malus.

La mise à jour de la politique de rémunération au titre de la Directive N° 2014/91/UE du 23 juillet 2014 (dite OPCVM V), a été validée par l'Autorité des Marchés Financiers le 20 juin 2017.

2) Eléments quantitatifs

Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel :

Sur l'exercice 2017, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variables différées et non différées) versées par OFI ASSET MANAGEMENT à l'ensemble de son personnel, soit **226 personnes** bénéficiaires au 31 décembre 2017 (*) s'est élevé à **25 229 708 euros**. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par OFI ASSET MANAGEMENT sur l'exercice 2017 : **18 629 708 euros, soit 73.84%** du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe ;
- Montant total des rémunérations variables différées et non différées versées par OFI ASSET MANAGEMENT sur l'exercice 2017 : **6 600 000 euros, soit 26.16%** du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

Par ailleurs, aucun « carried interest » n'a été versé pour l'exercice 2017.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables différées et non différées) versées sur l'exercice 2017, **2 920 117 euros** concernaient les « cadres dirigeants » (soit **16 personnes** au 31 décembre 2017), **8 081 973 euros** concernaient les « Gérants et Responsables de Gestion » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risques des fonds gérés (soit **80 personnes** au 31 décembre 2017).

(*) *Moyenne sur l'année calculée prorata temporis*).

COMMENTAIRES DE GESTION

Contexte économique et financier mars 2017 / mars 2018

Economie

Sur le plan économique, la période a été marquée par une amélioration progressive de la conjoncture mondiale, et ce dans toutes les grandes zones durant toute l'année 2017. Les indicateurs de conjoncture ont atteint leur paroxysme au dernier trimestre 2017, avant de refluer quelque peu au cours du premier trimestre 2018, avec un recul de la plupart des indicateurs avancés et une baisse des indices de surprise macro. Au final, la croissance mondiale est restée soutenue, avec un rythme annuel compris entre 3.5% et 4%.

Aux États-Unis, la croissance a accéléré à partir du second semestre de l'année 2017, à la suite de l'adoption du programme de réforme fiscale et du plan de dépenses en infrastructures qui agit comme un stimulant alors que l'économie américaine se situe plutôt en fin de cycle après 9 ans d'expansion. L'économie a dépassé 3% durant deux trimestres consécutifs durant le second semestre 2017.

La zone euro n'a pas été impactée par le Brexit et, au contraire, a surpris par son dynamisme avec des indicateurs avancés au plus haut depuis plusieurs années dans pratiquement tous les pays en fin d'année 2017. La croissance de la zone a ainsi dépassé les prévisions initiales avec une expansion de 2.4%, ce qui est considéré comme son potentiel et certains pays commencent à toucher les dividendes des réformes prises, comme l'Espagne qui a tourné à plus de 3%.

Le Royaume Uni a, tout d'abord bénéficié de la baisse de la livre, avant de donner des signes de ralentissement sérieux en fin de période face à l'incertitude totale sur le scénario de Brexit. La croissance s'est stabilisée ensuite et clôture l'année 2017 à +1.7%.

Dans le reste du monde, les pays émergents se sont dans l'ensemble rétablis et les flux d'investissement sont largement revenus sur ces marchés. La Chine avait suscité le doute en 2015, avec une forte baisse du Yuan et des inquiétudes sur la bulle immobilière et de crédit. Finalement, sa croissance a été supérieure à la cible de 6,5% donnée par le gouvernement.

Parallèlement le Brésil et la Russie sont progressivement sortis de récession et affichent des croissances de respectivement 1% et 1.7%.

Dans ces conditions, la thématique de l'inflation est redevenue progressivement un point d'attention, sans que les chiffres ne montrent pour l'instant de forte remontée. L'inflation mondiale n'excède pas 2.5%, ce qui se situe ainsi sous la moyenne 2012/2015. Elle s'établit à plus de 2% aux États-Unis, 2.3% pour les chiffres de mars 2018, mais cela semble d'avantage lié à une reprise des matières premières qu'à un dérapage des salaires qui restent contenus dans l'ensemble. L'inflation est de 1.5% en zone euro, ce qui est sensiblement inférieur à la cible donnée par la Banque Centrale Européenne (BCE). Néanmoins, les marchés ont commencé à anticiper la fin des politiques monétaires ultra accommodantes, sans que cela se reflète vraiment sur les performances financières.

Taux d'intérêt

Dans ces conditions, les Banques Centrales ont maintenu des politiques accommodantes, mais ont commencé à préparer les marchés à l'imminence d'une stratégie de sortie. Aux États-Unis, Jérôme Powell a pris ses fonctions en fin de période en février 2018 et a commencé à donner des orientations sur la politique monétaire. Il s'inscrit dans la ligne de conduite de Janet Yellen et les marchés n'ont donc pas été surpris. Le niveau des Fed Funds a été relevé à 3 reprises de 0.25% durant la période pour s'établir dans la fourchette 1.50% / 1.75% en fin d'exercice. En zone euro, il n'y a pas eu de modification du niveau des taux directeurs qui restent fixés entre -0.2% et 0%. Par ailleurs, la Fed a déjà arrêté sa politique d'achat de titres alors que le programme de la BCE sera progressivement réduit à partir du second semestre 2018.

Dans ce contexte macro et de durcissement progressif des politiques monétaires, les taux ont logiquement monté sur la période, mais dans des proportions limitées.

Le 10 ans allemand est donc passé d'un rendement de 0.33% à 0.50% en fin de période. Le TNotes 10 ans US est passé de 2.39% à 2.74%. En revanche, les spreads périphériques se sont détendus au vu du contexte politique et de croissance plus favorable : le 10ans espagnol est ainsi passé de 1.67% à 1.18%, le 10 ans italien de 3.29% à 2.86%. De même, le 10 ans OAT français s'est détendu, passant de 0.97% à 0.72%.

Au final, la performance de l'euro MTS global est positive à +3.23%.

Les spreads « corporates » sont restés serrés et stables sur la période. Les obligations High Yield ont également progressé, de 3.8% aux États-Unis et de 3.9% en Europe.

Les obligations émergentes ont été également recherchées avec au final des performances de 12.96% sur celles émises en monnaies locales et 4.3% sur celles émises en devises fortes (performances en dollars).

Les taux monétaires n'ont pas été modifiés en zone euro si bien que l'Eonia est resté en territoire négatif : sa performance sur l'exercice est de -0.36%.

Les obligations convertibles ont obtenu des performances positives, en liaison avec la performance des actions : 7% pour l'indice US (en dollars), +0.6% pour l'indice Exane Europe.

Sur les devises, le dollar a reculé contre la grande majorité des devises, notamment de 14% vis-à-vis de l'euro. Dans l'ensemble, les monnaies émergentes ont également progressé contre le dollar, mais dans des proportions beaucoup plus limitées qu'au cours des précédents mois : par exemple, le réal brésilien s'est stabilisé contre le dollar après avoir gagné plus de 25% depuis ses points bas de début 2016. Le peso mexicain a suivi le même cheminement avec une progression de 2.9% sur l'exercice. Notons la progression du RMB, la devise chinoise, contre dollar durant la période de près de 9%, mettant un terme à 3 années de baisse.

En Europe, la baisse de la livre s'est atténuée et ne perd que près de 3% contre l'euro sur la période.

Enfin, le yen recule de 9.5% contre l'euro.

Les marchés actions ont, dans un premier temps, bénéficié de l'amélioration économique et des perspectives bénéficiaires des entreprises. Les indices, surtout américains, se sont envolés avant de connaître une phase beaucoup plus volatile à partir du mois de février 2018, avec des baisses de près de 10% des principaux indices actions dans le monde, et notamment des replis significatifs des valeurs technologiques américaines, dont les fameuses GAFA.

Cette volatilité constatée en fin de période ternit ainsi quelque peu le bilan des performances des actions sur la période, dividendes inclus : +14% pour l'indice S&P 500, +2.5% pour les actions de la zone euro (+4% pour le CAC 40), +8.5% pour les actions émergentes (en euros) et +3.3% pour les actions japonaises, en euros également.

Aux Etats-Unis, les indices ont une nouvelle fois été stimulés par le secteur de la technologie qui progresse de près de 26%, si bien que le style croissance a continué à surperformer : +19.6% contre +7.6% (en USD).

A noter également la performance des actions chinoises, cotées localement, qui progressent de près de 24% en devises locales.

Enfin, concernant les matières premières, l'or affiche sur la période une hausse de près de 13% (en dollars) et le pétrole est resté stable, à près de 60 dollars sur le WTI en début comme en fin de période.

Gestion

Au 29 mars 2018, la valeur liquidative de la part I d'OFI RS Euro Credit Short Term est de 109.96. Au 31 mars 2017, elle s'élevait à 109,71, soit une progression de +0.23% sur l'exercice contre -0.36% pour son indice de référence.

Au 29 mars 2018, la valeur liquidative de la part N-D d'OFI RS Euro Credit Short Term est de 99.69. Au 31 mars 2017, elle s'élevait à 100,09, soit une progression de +0.38% sur l'exercice (coupon inclus) contre -0.36% pour son indice de référence.

Au 29 mars 2018, la valeur liquidative de la part R d'OFI RS Euro Credit Short Term est de 99.86. Cette part a été créée le 20 juin 2017 à 100, soit un recul de -0.14% depuis sa création contre -0.28% pour son indice de référence.

Au 29 mars 2018, la valeur liquidative de la part RF d'OFI RS Euro Credit Short Term est de 99.96. Cette part a été créée le 09 mars 2018 à 100, soit un recul -0.04% depuis sa création contre -0.02% pour son indice de référence.

OFI RS Euro Credit Short Term réalise une performance annuelle sur l'exercice 2017-2018 clos le 29 mars 2018 de +0.23% (pour la part I) contre un Eonia capitalisé à -0.36% sur la période.

Cette performance a été réalisée dans un contexte de politique monétaire en zone euro toujours ultra-accommodante. Le marché des taux courts a donc très peu évolué, l'Eonia est resté extrêmement bas à -0.36% et la référence allemande Schatz 2yr a oscillé entre -0.87% et -0.56% sur la période.

Sur le marché du crédit Investment Grade 1-3 ans plus précisément, les spreads ont été orientés au resserrement en tendance sur l'année notamment grâce au Quantitative Easing de la Banque Centrale Européenne. Toutefois la volatilité s'est fait ressentir dans certains épisodes de stress passant par exemple de 25bp à 36bp, au plus large, juste avant les élections françaises en juin, ou à 15bp au plus serré début novembre, avant de s'écarter violemment au mois de mars 2018 dans l'épisode d'aversion au risque causé par les craintes de guerre commerciale sino-américaine, ou ils finissent à 28bp.

Sur la partie obligataire, tout au long de l'année le portefeuille a profité de son exposition à des corporates présents dans le programme d'achat de la banque centrale européenne et de son exposition au crédit High Yield maintenue autour de 10%. L'exposition aux obligations a oscillé entre 90% et 100% de l'actif net. Nous sommes restés très actifs sur cette partie, au gré des opportunités de marché.

Le Fonds a conservé tout au long de l'année sa position vendeuse sur l'indice synthétique Itraxx Main Série 24 échéance 12/2018, cette position a été renforcée par une autre position vendeuse sur l'Itraxx Main Série 25 12/2020. En fin de période cette position représente 5.9% de l'actif net, en hausse par rapport au début d'exercice. La part des CDS « single name » dans le portefeuille est stable au cours de l'exercice, et représente au final 5.10%.

Nous avons maintenu en place une couverture contre la remontée des taux, sur le 2 ans allemands couvrant un tiers de la sensibilité crédit du portefeuille. Le Fonds est ainsi resté avec une sensibilité au taux comprise entre 1 et 1.20.

L'actif net du Fonds a évolué de 350 572 657€ le 31 mars 2017 à 482 856 546€ au 29 mars 2018.

COMMENTAIRES ISR

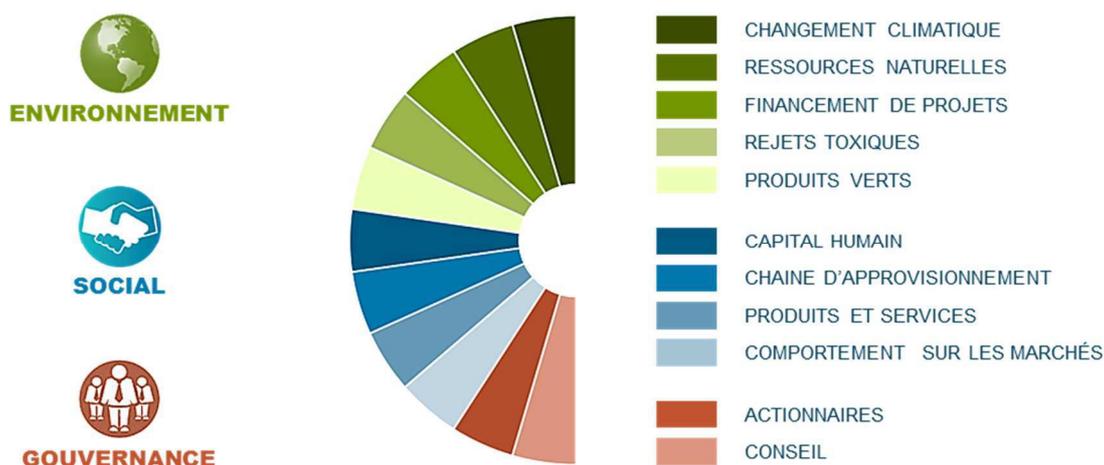
Analyse ESG Émetteurs privés

L'analyse ESG est réalisée par le Pôle d'Analyse ISR d'OFI Asset Management.

Nature des critères ESG pris en compte

Sur la base d'une étude exhaustive des textes internationaux fondateurs du Développement Durable, notamment du Pacte Mondial, des règlements internationaux (OCDE, OIT) et des codes nationaux des pays européens, une liste d'enjeux « génériques » est établie par l'équipe d'analyse ISR.

Ces enjeux sont répartis en 11 grandes thématiques :



Raisons du choix des critères ESG retenus

Au sein de la liste de l'ensemble des enjeux ESG « génériques »,

- Pour chaque secteur d'activités, les enjeux Environnementaux et Sociaux ayant un impact important pour ce secteur sont sélectionnés. Cette sélection est le résultat d'une analyse des risques susceptibles d'impacter les parties prenantes de l'émetteur et l'émetteur lui-même.
- Les enjeux de Gouvernance sont identiques pour l'ensemble des secteurs d'activités. En effet les bonnes pratiques attendues dans ce domaine sont indépendantes de la nature des activités, aussi bien dans le fonctionnement du Conseil que dans les relations avec les actionnaires minoritaires.



Informations utilisées pour l'analyse

L'analyse ESG est basée sur plusieurs sources d'information :

- Analyses provenant d'agences spécialisées : MSCI, VIGÉO, PROXINVEST, REPRISK.
- Analyses et données provenant de différents médias et brokers spécialisés
- Analyses réalisées par l'équipe d'analyse ISR d'OFI AM, portant sur les controverses ESG, la gouvernance, les outils de pilotage de la RSE...
- Analyses provenant de la société civile (ONG, syndicats...)
- Communication officielle de l'entreprise (Rapport annuel, rapport DD, contact direct...)

Méthodologie et résultats de l'analyse

La méthodologie d'analyse ESG repose sur une approche sectorielle qui met l'accent sur les enjeux significatifs pour les émetteurs au regard de leurs activités. La sélection des enjeux est effectuée par confrontation à une matrice de risques qui permet de conserver ceux pouvant avoir un impact immédiat ou différé sur la valeur de l'émetteur.

Cette analyse est traduite par une notation de chaque émetteur. Les résultats obtenus sont ensuite classés au sein de chaque Super Secteur ICB (Approche dite « Best-in-Class»). Selon leur niveau de performances ESG, une catégorie ISR (Investissement Socialement Responsable) est ensuite affectée à chaque émetteur :

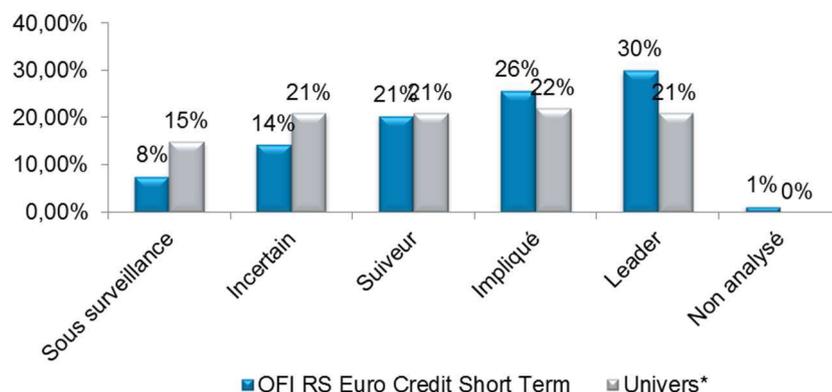
- **Sous surveillance** : émetteurs présentant un retard dans la prise en compte des enjeux ESG, représentant au minimum 15 % des émetteurs de l'univers.

Les autres émetteurs sont répartis en 4 catégories égales en nombre d'émetteurs :

- **Incertains** : émetteurs dont les enjeux ESG sont faiblement gérés
- **Suiveurs** : émetteurs dont les enjeux ESG sont moyennement gérés
- **Impliqués** : émetteurs actifs dans la prise en compte des enjeux ESG
- **Leaders** : émetteurs les plus avancés dans la prise en compte des enjeux ESG

Résultats de l'analyse au 29 mars 2018

La répartition par catégories ISR des titres détenus en portefeuille était la suivante :



Source : OFI AM au 29/03/2018

Appréciation des risques ESG

Sont considérés comme « à risque » au niveau ESG les émetteurs appartenant à la catégorie « **Sous surveillance** » du fait de la faiblesse de leur prise en compte de la RSE et qui font l'objet d'importantes controverses ESG.

INFORMATIONS ESG INVESTISSEMENT

Informations relatives à la prise en compte des critères sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance dans la politique d'investissement

Changements effectués suite à l'analyse

Intégration de l'analyse ESG dans la politique d'investissement

Le présent Fonds intègre l'analyse ESG dans son processus d'investissement.

Une présentation détaillée de ce processus est disponible dans le Code de Transparence du Fonds, disponible en ligne sur le site www.ofi-am.fr, en sélectionnant le Fonds, puis onglet « Documents ».

Évaluation des émissions de carbone financées

Émissions financées

Mode de calcul : $\text{Encours détenu} \times \frac{\text{Total des émissions carbone de la société}}{\text{Total du passif de la société}}$

Au 29 mars 2018, 147 tonnes équivalent CO2 ont été émises pour chaque million d'Euro investi par OFI RS Euro Credit Short Term.

Cette information concerne 93% de l'encours du Fonds.

Les émissions Carbone ou émissions de GES (Gaz à Effet de Serre), exprimées en tonnes équivalent CO₂, sont des données qui proviennent soit des entreprises – directement ou via des déclarations faites au Carbon Disclosure Project, soit des données estimées par un prestataire (MSCI).

Ces émissions comportent trois catégories (Source : ADEME) :

- Émissions directes de GES (ou SCOPE 1) : Émissions directes provenant des installations fixes ou mobiles situées à l'intérieur du périmètre organisationnel, c'est-à-dire émissions provenant des sources détenues ou contrôlées par l'organisme comme par exemple : combustion des sources fixes et mobiles, procédés industriels hors combustion, émissions des ruminants, biogaz des centres d'enfouissements techniques, fuites de fluides frigorigènes, fertilisation azotée, biomasses...
- Émissions à énergie indirectes (ou SCOPE 2) : Émissions indirectes associées à la production d'électricité, de chaleur ou de vapeur importée pour les activités de l'organisation.
- Autres émissions indirectes (ou SCOPE 3) : Les autres émissions indirectement produites par les activités de l'organisation qui ne sont pas comptabilisées au 2 mais qui sont liées à la chaîne de valeur complète comme par exemple : l'achat de matières premières, de services ou autres produits, déplacements des salariés, transport amont et aval des marchandises, gestions des déchets générés par les activités de l'organisme, utilisation et fin de vie des produits et services vendus, immobilisation des biens et équipements de productions...

Même s'il serait souhaitable d'utiliser les trois Scopes pour calculer les intensités, le niveau de normalisation du Scope 3 est actuellement insuffisant pour permettre une utilisation pertinente dans la comparaison entre plusieurs entreprises.

Stratégie d'engagement et de vote

La stratégie d'engagement a pour objectif de dialoguer avec les émetteurs afin de favoriser une meilleure prise en compte des enjeux ESG par ces derniers et/ou une plus grande transparence sur leur prise en compte de ces enjeux.

Cet engagement se décline de manière globale au niveau de la Société de Gestion, et non fonds par fonds. Il se matérialise par l'établissement d'un dialogue direct avec des émetteurs, sur des thématiques ou des enjeux précis. Ce dialogue fait partie intégrante du processus d'analyse ISR, et est mise en œuvre selon les principes décrits dans la Politique d'Engagement publiée sur le site https://www.ofi-am.fr/pdf/ISR_politique-engagement.pdf

Les actions d'engagement portent sur :

- les émetteurs dont l'évaluation de la prise en compte des enjeux de RSE révèle un retard par rapport à ses pairs (émetteurs de la catégorie ISR « Sous Surveillance ») ;
- les émetteurs qui font l'objet de controverses importantes, lorsque des informations complémentaires peuvent être utiles à l'analyse ESG (notamment informations sur les mesures prises pour éviter le renouvellement de telles controverses).

Un bilan annuel des actions menées est publié sur le site http://www.ofi-am.fr/isr_la_recherche_ISR.php

EXERCICE DES DROITS DE VOTE AUX ASSEMBLEES GENERALES

Le présent Fonds étant un fonds obligataire, il ne détient pas de titres de capital et n'est donc pas concerné.

INFORMATIONS RELATIVES A L'ESMA

1) Opérations de cessions ou d'acquisitions temporaires de titres (pensions livrées, prêts et emprunts)

Au 29/03/2018, nous ne détenons aucune position de cessions ou d'acquisitions temporaires de titres (pensions livrées, prêts et emprunts).

2) Les contrats financiers (dérivés)

Change: Pas de position au 29/03/2018

Taux: Pas de position au 29/03/2018

Crédit: Positions ouvertes au 29/03/2018

Counterparty	Nominal	Currency	Allotment
JP MORGAN SECURITIES PLC	- 38 000 000	EUR	CDS
SOCIETE GENERALE CIB	- 18 000 000	EUR	CDS

Actions - CFD: Pas de position au 29/03/2018

Commodities: Pas de position au 29/03/2018

INFORMATIONS RELATIVES A LA TRANSPARENCE DES OPERATIONS DE FINANCEMENT SUR TITRES ET DE LA REUTILISATION

Pour la période du 31 mars 2017 au 29 mars 2018, le FCP n'a réalisé ni opération de financement sur titres, ni contrat d'échange sur rendement global.

Bilan au 29 mars 2018 (en euros)

BILAN ACTIF

	29/03/2018	31/03/2017
Immobilisations nettes	-	-
Dépôts	-	-
Instruments financiers	484 705 292,71	361 580 260,36
Actions et valeurs assimilées	-	-
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Obligations et valeurs assimilées	462 022 610,18	333 554 918,48
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	462 022 610,18	333 554 918,48
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Titres de créances	-	-
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Titres de créances négociables	-	-
Autres titres de créances	-	-
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Organismes de placement collectif	21 725 953,84	27 349 350,40
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	21 725 953,84	27 349 350,40
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne	-	-
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations cotés	-	-
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations non cotés	-	-
Autres organismes non européens	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension	-	-
Créances représentatives de titres financiers prêtés	-	-
Titres financiers empruntés	-	-
Titres financiers donnés en pension	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
Contrats financiers	956 728,69	675 991,48
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	240 570,00	66 895,00
Autres opérations	716 158,69	609 096,48
Autres instruments financiers	-	-
Créances	597 603,42	1 570 041,18
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	597 603,42	1 570 041,18
Comptes financiers	8 914,19	1 238 251,00
Liquidités	8 914,19	1 238 251,00
Total de l'actif	485 311 810,32	364 388 552,54

Bilan au 29 mars 2018 (en euros)

BILAN PASSIF

	29/03/2018	31/03/2017
Capitaux propres		
Capital	482 692 855,73	350 820 904,28
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	-	-
Report à nouveau (a)	40,41	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a, b)	-12 851 304,05	-10 205 627,29
Résultat de l'exercice (a, b)	13 014 954,29	9 957 379,98
Total des capitaux propres	482 856 546,38	350 572 656,97
(= Montant représentatif de l'actif net)		
Instruments financiers	240 570,00	66 895,00
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-
Dettes représentatives de titres financiers donnés en pension	-	-
Dettes représentatives de titres financiers empruntés	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
Contrats financiers	240 570,00	66 895,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	240 570,00	66 895,00
Autres opérations	-	-
Dettes	2 200 069,58	13 749 000,57
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	2 200 069,58	13 749 000,57
Comptes financiers	14 624,36	-
Concours bancaires courants	14 624,36	-
Emprunts	-	-
Total du passif	485 311 810,32	364 388 552,54

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

Hors bilan (en euros)

	29/03/2018	31/03/2017
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	163 259 550,00	88 336 815,00
TAUX	163 259 550,00	88 336 815,00
VENTE - FUTURE - EURO SCHATZ	163 259 550,00	88 336 815,00
Engagements de gré à gré	-	-
Autres engagements	-	-
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	-	-
Engagements de gré à gré	56 000 000,00	39 000 000,00
CREDIT	56 000 000,00	39 000 000,00
VENTE - DERIVES CREDIT - CDS ATLANTIA SPA 39B	4 000 000,00	-
VENTE - DERIVES CREDIT - CDS BANCO SANTANDER 35BP (1) 06/19 JP	4 000 000,00	-
VENTE - DERIVES CREDIT - CDS EDP ENERGIAS 75 BP	2 000 000,00	2 000 000,00
VENTE - DERIVES CREDIT - CDS ELECTRICITE DE29BP12/20	4 000 000,00	-
VENTE - DERIVES CREDIT - CDS ITRAX EUROPE S 25BP 12/20 JPM	10 000 000,00	-
VENTE - DERIVES CREDIT - CDS ITRAXX EUR 92BP	20 000 000,00	20 000 000,00
VENTE - DERIVES CREDIT - CDS METRO 42BP GS	-	2 000 000,00
VENTE - DERIVES CREDIT - CDS REF/2,000,000.	2 000 000,00	2 000 000,00
VENTE - DERIVES CREDIT - CDS REF/5,000,000.	5 000 000,00	5 000 000,00
VENTE - DERIVES CREDIT - CDS REF/5,000,000.	5 000 000,00	5 000 000,00
VENTE - DERIVES CREDIT - CDS VOLKSW 95BP BNP	-	3 000 000,00
Autres engagements	-	-

Compte de résultat (en euros)

	29/03/2018	31/03/2017
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	61,24	-
Produits sur actions et valeurs assimilées	-	-
Produits sur obligations et valeurs assimilées	12 374 217,29	10 263 913,05
Produits sur titres de créances	-	125,00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	-	-
Produits sur contrats financiers	-	-
Autres produits financiers	-	-
Total (I)	12 374 278,53	10 264 038,05
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	-	-
Charges sur contrats financiers	-	-
Charges sur dettes financières	3 504,01	3 289,88
Autres charges financières	-	-
Total (II)	3 504,01	3 289,88
Résultat sur opérations financières (I - II)	12 370 774,52	10 260 748,17
Autres produits (III)	-	-
Frais de gestion et dotations aux amortissements (IV)	828 800,09	1 042 259,71
Résultat net de l'exercice (L. 214-17-1) (I - II + III - IV)	11 541 974,43	9 218 488,46
Régularisation des revenus de l'exercice (V)	1 472 979,86	738 891,52
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (VI)	-	-
Résultat (I - II + III - IV +/- V - VI)	13 014 954,29	9 957 379,98

ANNEXE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'OPC s'est conformé aux règles comptables prescrites par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-01 du 14 janvier 2014 relatif au plan comptable des OPC à capital variable.

Les règles d'évaluation sont fixées, sous sa responsabilité, par la société de gestion.

La devise de la comptabilité du fonds est l'euro.

La valeur liquidative est calculée chaque jour de bourse ouvré non férié et est datée de ce même jour.

Les comptes relatifs au portefeuille-titres sont tenus par référence au coût historique : les entrées (achats ou souscriptions) et les sorties (ventes ou remboursements) sont comptabilisées sur la base du prix d'acquisition, frais exclus.

Toute sortie génère une plus-value ou une moins-value de cession ou de remboursement et éventuellement une prime de remboursement.

L'OPC valorise son portefeuille-titres à la valeur actuelle, valeur résultant de la valeur de marché ou à défaut d'existence de marché, de méthodes financières. La différence valeur d'entrée – valeur actuelle génère une plus ou moins-value qui sera enregistrée en « différence d'estimation du portefeuille ».

Description des méthodes de valorisation des postes du bilan et des opérations à terme fermes et conditionnelles.

Instruments financiers

Titres de capital

Les titres de capital admis à la négociation sur un marché réglementé ou assimilé sont valorisés sur la base des cours de clôture.

Titres de créances

Les titres de créance admis à la négociation sur un marché réglementé ou assimilé sont valorisés sous la responsabilité de la société de gestion en confrontant les prix de ces actifs auprès de différentes sources.

Instruments du marché monétaire

- Les titres de créances négociables (TCN) dont la durée de vie à l'émission, à l'acquisition ou résiduelle est inférieure à trois mois sont évalués selon une méthode linéaire jusqu'à l'échéance au taux d'émission ou d'acquisition ou au dernier taux retenu pour leur évaluation au taux du marché.
- Les titres de créances négociables (TCN) dont la durée de vie résiduelle est supérieure à trois mois, sont évalués aux taux du marché à l'heure de publication des taux du marché interbancaire.

Valeurs mobilières non cotées

Les valeurs mobilières non cotées sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

OPC

Les parts ou actions d'OPC sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue le jour effectif du calcul de la valeur liquidative.

Contrats financiers (autrement dénommés « instruments financiers à terme ») au sens de l'article L.211-1,III, du Code monétaire et financier

Contrats financiers négociés sur un marché réglementé ou assimilé

Les instruments financiers à terme, fermes ou conditionnels, négociés sur les marchés réglementés ou assimilés européens, sont évalués au cours de compensation, ou à défaut sur la base du cours de clôture.

Contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé (i.e. négociés de gré à gré)

- *Contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé et compensés*
Les contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé et faisant l'objet d'une compensation sont valorisés au cours de compensation.
- *Contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé et non compensés*
Les contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé, et ne faisant pas l'objet d'une compensation, sont valorisés en mark-to-model ou en mark-to-market à l'aide des prix fournis par les contreparties. Les Credit Default Swaps sont valorisés "mark to market", sur la base du cours de clôture en tenant compte de la durée de vie résiduelle de l'instrument financier. Les CFD sont valorisés au cours de clôture du sous-jacent de l'instrument.

Acquisitions et cessions temporaires de titres

Non applicable.

Dépôts

Les dépôts sont évalués à leur valeur d'inventaire.

Devises

Les devises au comptant sont valorisées avec les cours publiés quotidiennement sur les bases de données financières utilisées par la société de gestion.

Description des engagements hors-bilan

Les contrats à terme ferme figurent au hors-bilan pour leur valeur de marché, valeur égale au cours (ou à l'estimation, si l'opération est réalisée de gré à gré) multipliée par le nombre de contrats multipliée par le nominal et éventuellement traduit en devise de comptabilité du fonds.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent de l'option (quantité x quotité x cours du sous-jacent x delta éventuellement traduit en devise de comptabilité du fonds).

Les engagements sur contrats d'échange de taux ou de devise sont enregistrés en hors-bilan à la valeur nominale ou, en l'absence de valeur nominale, pour un montant équivalent, lors de la transaction initiale.

Les Credit Default Swaps figurent au hors-bilan pour leur valeur nominale.

Description de la méthode suivie pour la comptabilisation des revenus des valeurs à revenus fixes

Le résultat est calculé à partir des coupons courus.

Option retenue en matière de comptabilisation des frais

Le FCP a opté pour la comptabilisation frais exclus.

Description de la méthode de calcul des frais de gestion fixes

Les frais de gestion sont imputés directement au compte de résultat de l'OPC, lors du calcul de chaque valeur liquidative. Le taux maximum appliqué sur la base de l'actif net ; tout OPC inclus ; ne peut être supérieur à

- 0,55 % TTC pour la catégorie de parts I
- 0,60 % TTC pour la catégorie de parts R
- 0,50 % TTC pour la catégorie de parts RF
- 0,10 % TTC pour la catégorie de parts N-D

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPC, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPC a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPC ;
- des commissions de mouvement facturées à l'OPC ;

Description de la méthode de calcul des frais de gestion variables

Les frais variables s'appliquent uniquement à la catégorie de parts I.

Les frais variables correspondent à une commission de surperformance. La période de calcul de la commission de surperformance est l'exercice de l'OPC. A chaque établissement de la valeur liquidative, la surperformance de l'OPC est définie comme la différence positive entre l'actif net de l'OPC avant prise en compte d'une éventuelle provision pour commission de surperformance, et l'actif net d'un OPC fictif réalisant exactement la même performance que l'indice de référence et enregistrant le même schéma de souscriptions et de rachats que l'OPC réel.

A chaque établissement de la valeur liquidative, la commission de surperformance, alors définie égale à 20% TTC de la performance par rapport à l'indice EONIA capitalisé quotidiennement + 25 bps et zéro (0)%, fait l'objet d'une provision, ou d'une reprise de provision limitée à la dotation existante. Une telle provision ne peut être passée qu'à condition que la valeur liquidative après prise en compte d'une éventuelle provision pour commission de surperformance soit supérieure à la valeur liquidative de début d'exercice. En cas de rachat, la quote part de la commission de surperformance correspondant aux parts rachetées, est perçue par la Société de Gestion. Hormis les rachats, la commission de surperformance est perçue par la société de gestion à la date de clôture de chaque période de calcul.

Un descriptif de la méthode utilisée pour le calcul de la commission de surperformance est tenu à la disposition des souscripteurs par la société de gestion.

Affectation des sommes distribuables

Parts I, R et RF

Sommes distribuables afférentes au résultat net :

La capitalisation pure : les sommes distribuables afférentes au résultat net sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

Sommes distribuables afférentes aux plus-values réalisées :

La société de gestion décide chaque année de l'affectation des plus-values réalisées. La société de gestion peut décider le versement d'acomptes exceptionnels.

Parts N-D

Sommes distribuables afférentes au résultat net :

La distribution pure : les sommes distribuables afférentes au résultat net sont intégralement distribuées, aux arrondis près. La société de gestion peut décider le versement d'acomptes exceptionnels.

Sommes distribuables afférentes aux plus-values réalisées :

La société de gestion décide chaque année de l'affectation des plus-values réalisées. La société de gestion peut décider le versement d'acomptes exceptionnels.

Evolution de l'actif net de l'OPC (en euros)

	29/03/2018	31/03/2017
Actif net en début d'exercice	350 572 656,97	294 489 440,69
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	359 276 892,62	169 106 434,32
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-227 701 393,62	-114 035 121,77
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	51 435,85	29 845,74
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-11 192 240,70	-9 912 470,07
Plus-values réalisées sur contrats financiers	468 543,69	580 117,48
Moins-values réalisées sur contrats financiers	-341 160,00	-
Frais de transaction	-118 078,90	-77 055,59
Différences de change	-1 329,65	99,91
Variation de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	558 753,20	1 145 175,59
Différence d'estimation exercice N	-8 523 591,78	
Différence d'estimation exercice N - 1	-9 082 344,98	
Variation de la différence d'estimation des contrats financiers	-200 402,79	27 700,62
Différence d'estimation exercice N	475 588,69	
Différence d'estimation exercice N - 1	675 991,48	
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	-	-
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-59 104,72	-
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	11 541 974,43	9 218 488,46
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	-	-
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	-	-
Autres éléments	0,00	1,59
Actif net en fin d'exercice	482 856 546,38	350 572 656,97

Répartition par nature juridique ou économique

Désignation des valeurs	Montant	%
Actif		
Obligations et valeurs assimilées	462 022 610,18	95,69
Obligations Indexées	-	-
Obligations Convertibles	-	-
Titres Participatifs	-	-
Autres Obligations	462 022 610,18	95,69
Titres de créances	-	-
Les titres négociables à court terme	-	-
Les titres négociables à moyen terme	-	-
Passif		
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-
Actions et valeurs assimilées	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-
Titres de créances	-	-
Autres	-	-
Hors-bilan		
Taux	163 259 550,00	33,81
Actions	-	-
Crédit	56 000 000,00	11,60
Autres	-	-

Répartition par nature de taux

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
Actif								
Dépôts	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	451 605 479,93	93,53	3 006 600,00	0,62	7 410 530,25	1,53	-	-
Titres de créances	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	8 914,19	0,00
Passif								
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	14 624,36	0,00

Répartition par nature de taux (suite)

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
Hors-bilan								
Opérations de couverture	163 259 550,00	33,81	-	-	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-	-	-	-	-

Répartition par maturité résiduelle

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
Actif										
Dépôts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	6 575 319,35	1,36	26 279 890,02	5,44	429 167 400,81	88,88	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	8 914,19	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-
Passif										
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	14 624,36	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-
Hors-bilan										
Opérations de couverture	-	-	-	-	163 259 550,00	33,81	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Répartition par devise

	USD	%		%		%		%
Actif								
Dépôts	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-	-	-	-	-
OPC	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	8 914,19	0,00	-	-	-	-	-	-

Répartition par devise (suite)

	USD	%		%		%		%
Passif								
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Hors-bilan								
Opérations de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-	-	-	-	-

Débiteurs et créditeurs divers

	29/03/2018
Créances	
Dépôt de garantie sur les marchés à terme	488 605,92
Coupons à recevoir	108 997,50
Total créances	597 603,42
Dettes	
Provision pour frais de gestion fixes à payer	-60 194,47
Provision pour frais de gestion variables à payer	-184 051,63
Provision commission de mouvement	-2 645,40
Achat à règlement différé	-1 953 178,08
Total dettes	-2 200 069,58
Total	-1 602 466,16

Souscriptions rachats

Catégorie de parts I	
Parts émises	3 266 696,7108
Parts rachetées	2 042 564,0505
Catégorie de parts N-D	
Parts émises	-
Parts rachetées	30 854,4789
Catégorie de parts R	
Parts émises	266,0000 ⁽¹⁾
Parts rachetées	-
Catégorie de parts RF	
Parts émises	1,0000 ⁽²⁾
Parts rachetées	-

(1) La catégorie de parts R a été créée le 20/06/2017.

(2) La catégorie de parts RF a été créée le 12/03/2018.

Commissions

Catégorie de parts I	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00
Catégorie de parts N-D	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00
Catégorie de parts R	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00
Catégorie de parts RF	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00

Frais de gestion

Catégorie de parts I	
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,15
Commission de performance (frais variables)	184 033,92
Rétrocession de frais de gestion	-
Catégorie de parts N-D	
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,05
Commission de performance (frais variables)	17,71
Rétrocession de frais de gestion	-
Catégorie de parts R	
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,45 ⁽³⁾
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-
Catégorie de parts RF	
Pourcentage de frais de gestion fixes	-(4)
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-

(3) La catégorie de parts R ayant été créée le 20/06/2017, le taux présenté a été annualisé.

(4) La catégorie de parts RF ayant été créée le 12/03/2018, le taux présenté a été annualisé.

Engagements reçus et donnés

Description des garanties reçues par l'OPC avec notamment mention des garanties de capital
Néant
Autres engagements reçus et / ou donnés
Néant

Autres informations

Code	Nom	Quantité	Cours	Valeur actuelle (en euros)
	Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire			
	Néant			
	Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie			
	Instruments financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan			
	Néant			
	Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine			
	Néant			
	Instruments financiers détenus en portefeuille émis par les entités liées à la société de gestion (fonds) ou au(x) gestionnaire(s) financier(s) (SICAV) et OPC à capital variable gérés par ces entités			

Autres informations (suite)

Code	Nom	Quantité	Cours	Valeur actuelle (en euros)
FR0000008997	OFI RS LIQUIDITES	4 969,158	4 372,16	21 725 953,84

Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice

	Date	Montant total	Montant unitaire	Crédits d'impôt totaux	Crédit d'impôt unitaire
Total acomptes		-	-	-	-

Acomptes sur plus et moins-values nettes versés au titre de l'exercice

	Date	Montant total	Montant unitaire
Total acomptes		-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat (en euros)

	29/03/2018	31/03/2017
Catégorie de parts I		
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	12 865 828,17	9 892 533,80
Total	12 865 828,17	9 892 533,80
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	12 865 828,17	9 892 533,80
Total	12 865 828,17	9 892 533,80
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-
Catégorie de parts N-D		
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	40,41	-
Résultat	148 627,78	64 846,18 ⁽⁵⁾
Total	148 668,19	64 846,18
Affectation		
Distribution	148 247,63	64 782,39
Report à nouveau de l'exercice	420,56	63,79
Capitalisation	-	-
Total	148 668,19	64 846,18
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	52 199,8687	83 054,3476
Distribution unitaire	2,84	0,78
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-
Catégorie de parts R		
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	498,18 ⁽⁶⁾	-
Total	498,18	-
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	498,18	-
Total	498,18	-
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat (en euros) (suite)

	29/03/2018	31/03/2017
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-
Catégorie de parts RF		
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	0,16 ⁽⁷⁾	-
Total	0,16	-
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	0,16	-
Total	0,16	-
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-

(5) La catégorie de parts N-D a été créée le 03/01/2017.

(6) La catégorie de parts R a été créée le 20/06/2017.

(7) La catégorie de parts RF a été créée le 12/03/2018.

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes (en euros)

	29/03/2018	31/03/2017
Catégorie de parts I		
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-12 711 907,19	-10 141 495,44
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	-12 711 907,19	-10 141 495,44
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	-12 711 907,19	-10 141 495,44
Total	-12 711 907,19	-10 141 495,44
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	4 343 526,4302	3 119 393,7699
Distribution unitaire	-	-
Catégorie de parts N-D		
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-138 922,11	-64 131,85 ⁽⁸⁾
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	-138 922,11	-64 131,85
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	-138 922,11	-64 131,85
Total	-138 922,11	-64 131,85
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	52 199,8687	83 054,3476
Distribution unitaire	-	-
Catégorie de parts R		
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-474,78 ⁽⁹⁾	-
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	-474,78	-
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	-474,78	-
Total	-474,78	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes (en euros) (suite)

	29/03/2018	31/03/2017
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	266,0000	-
Distribution unitaire	-	-
Catégorie de parts RF		
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	0,03 ⁽¹⁰⁾	-
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	0,03	-
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	0,03	-
Total	0,03	-
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	1,0000	-
Distribution unitaire	-	-

(8) La catégorie de parts N-D a été créée le 03/01/2017.

(9) La catégorie de parts R a été créée le 20/06/2017.

(10) La catégorie de parts RF a été créée le 12/03/2018.

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'OPC au cours des cinq derniers exercices (en euros)

	29/03/2018	31/03/2017	31/03/2016	31/03/2015	31/03/2014
Actif net					
en EUR	482 856 546,38	350 572 656,97	294 489 440,69	388 807 348,63	342 718 143,72
Nombre de titres					
Catégorie de parts I	4 343 526,4302	3 119 393,7699	2 692 738,5117	3 570 622,2632	3 180 490,7330
Catégorie de parts N-D	52 199,8687	83 054,3476	-	-	-
Catégorie de parts R	266,0000	-	-	-	-
Catégorie de parts RF	1,0000	-	-	-	-
Valeur liquidative unitaire					
Catégorie de parts I en EUR	109,96	109,71	109,36	108,89	107,75
Catégorie de parts N-D en EUR	99,69	100,09 ⁽¹²⁾	-	-	-
Catégorie de parts R en EUR	99,86 ⁽¹³⁾	-	-	-	-
Catégorie de parts RF en EUR	99,96 ⁽¹⁴⁾	-	-	-	-
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes)					
Catégorie de parts I en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts N-D en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts R en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RF en EUR	-	-	-	-	-
Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes)					
Catégorie de parts I en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts N-D en EUR	2,84	0,78	-	-	-
Catégorie de parts R en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RF en EUR	-	-	-	-	-
Crédit d'impôt unitaire transféré au porteur (personnes physiques)					
Catégorie de parts I en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts N-D en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts R en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RF en EUR	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire					
Catégorie de parts I en EUR	0,03	-0,07	1,98	1,65	2,39 ⁽¹¹⁾
Catégorie de parts N-D en EUR	-2,66	-0,77	-	-	-
Catégorie de parts R en EUR	0,08	-	-	-	-
Catégorie de parts RF en EUR	0,19	-	-	-	-

(11) La capitalisation unitaire à partir de 31/03/2014 est celle du résultat et des plus ou moins-values nettes.

Pour les exercices précédents, la capitalisation unitaire est uniquement celle du résultat.

(12) La catégorie de parts N-D a été créée le 03/01/2017 avec une valeur nominale de EUR 100.

(13) La catégorie de parts R a été créée le 20/06/2017 avec une valeur nominale de EUR 100,00.

(14) La catégorie de parts RF a été créée le 12/03/2018 avec une valeur nominale de EUR 100,02.

Inventaire du portefeuille au 29 mars 2018

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
Dépôts			-	-
Instruments financiers				
Actions et valeurs assimilées			-	-
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Obligations et valeurs assimilées			462 022 610,18	95,69
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé			462 022 610,18	95,69
A2A SPA 4.375% 10/07/2021	EUR	2 400 000,00	2 710 004,38	0,56
ABBVIE INC 0.375% 18/11/2019	EUR	3 000 000,00	3 024 322,60	0,63
ACHMEA BV 2.5% 19/11/2020	EUR	7 000 000,00	7 502 705,48	1,55
ADECCO INT FIN 2.75% 15/11/2019	EUR	2 000 000,00	2 098 695,89	0,43
ALSTOM 3% 08/07/2019	EUR	2 200 000,00	2 333 301,92	0,48
ALSTOM 4.5% 18/03/2020	EUR	2 000 000,00	2 185 191,78	0,45
AMADEUS CAP MARKT 0% 19/05/2019	EUR	1 500 000,00	1 502 100,00	0,31
AP MOLLER-MAERSK A/S 3.375% 28/08/2019	EUR	2 917 000,00	3 113 751,65	0,64
ARCELORMITTAL 3% 25/03/2019	EUR	1 600 000,00	1 646 755,07	0,34
AREVA 4.375% 06/11/2019	EUR	2 300 000,00	2 477 007,05	0,51
ASF 4.125% 13/04/2020	EUR	1 950 000,00	2 192 059,11	0,45
ASSICURAZIONI GENERALI 2.875% 14/01/2020	EUR	4 000 000,00	4 228 805,48	0,88
BANCA POP DI VICENZA 2.75% 20/03/2020	EUR	3 000 000,00	3 162 990,41	0,66
BANCO BILBAO VIZCAYA ARG 1% 20/01/2021	EUR	3 000 000,00	3 081 982,19	0,64
BANQ FED CRD MUT 5.3% 06/12/2018	EUR	704 000,00	742 001,53	0,15
BANQUE POSTALE 4.375% 30/11/2020	EUR	1 000 000,00	1 124 082,88	0,23
BECTON DICKINSON AND CO 0.368% 06/06/2019	EUR	6 000 000,00	6 040 468,93	1,25
BNP PARIBAS 2.25% 13/01/2021	EUR	2 500 000,00	2 665 482,88	0,55
BPCE 4.9% 02/11/2019	EUR	3 700 000,00	4 022 995,45	0,83
BRITISH TEL 1.125% 10/06/2019	EUR	3 000 000,00	3 071 354,79	0,64
BUREAU VERITAS 3.125% 21/01/2021	EUR	8 000 000,00	8 693 200,00	1,80
CAP GEMINI SA 1.75% 01/07/2020	EUR	3 000 000,00	3 145 742,47	0,65
CARNIVAL CORP 1.125% 06/11/2019	EUR	3 100 000,00	3 172 516,64	0,66
CASINO 3.994% 09/03/2020	EUR	600 000,00	650 724,00	0,13
CASINO GUICHARD PERRACHON 3.157% 06/08/2019	EUR	2 000 000,00	2 163 796,55	0,45
CELANESE US 3.25% 15/10/2019	EUR	9 690 000,00	10 333 104,54	2,14
CHRISTIAN DIOR SA 1.375% 19/06/2019	EUR	8 900 000,00	9 115 264,18	1,89
CIE DE SAINT GOBAIN 0% 27/03/2020	EUR	1 800 000,00	1 798 920,00	0,37
CITYCON OYJ 3.75% 24/06/2020	EUR	5 582 000,00	6 170 778,65	1,28
COCA COLA 2% 05/12/2019	EUR	100 000,00	103 607,53	0,02
CRED AGRI 6.25% 17/04/2019TSR	EUR	7 700 000,00	8 298 044,03	1,72
CREDIT AGRICOLE 5.875% 11/06/2019	EUR	1 000 000,00	1 117 904,79	0,23
CREDIT AGRICOLE SA 0% 13/10/2019	EUR	100 000,00	139 720,00	0,03
CREDIT AGRICOLE SA 4.5% 30/06/2020	EUR	2 000 000,00	2 197 222,83	0,46
CREDIT SUISSE LONDON 4.75% 05/08/2019	EUR	2 600 000,00	2 851 662,19	0,59
DAIMLER AG 2% 07/04/2020	EUR	4 000 000,00	4 244 542,47	0,88

Inventaire du portefeuille au 29 mars 2018 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
DELHAIZE 4.25% 19/10/2018	EUR	5 847 000,00	6 101 608,82	1,26
DEUTSCHE ANNINGTON FINANCE B.V. 3.125% 25/07/2019	EUR	4 000 000,00	4 257 043,84	0,88
DEUTSCHE BANK AG FRN 13/04/2018	EUR	4 400 000,00	4 406 393,32	0,91
DISTRIBUIDORA INTERNACIONAL DE ALIMENTACION 1.5% 22/07/2019	EUR	4 300 000,00	4 411 458,36	0,91
EDENRED 2.625% 30/10/2020	EUR	3 200 000,00	3 437 501,37	0,71
EDP FINANC 4.125% 29/06/2020	EUR	2 100 000,00	2 357 524,73	0,49
EDP FINANCE BV 2.625% 15/04/2019	EUR	1 000 000,00	1 053 258,90	0,22
ELSEVIER FINANCE 2.5% 24/09/2020	EUR	4 000 000,00	4 295 402,74	0,89
ENERGA FIN 3.25% 19/03/2020	EUR	4 530 000,00	4 805 535,70	1,00
ENI SPA 4.25% 03/02/2020	EUR	4 000 000,00	4 341 945,21	0,90
EUTELSAT SA 2.625% 13/01/2020	EUR	3 000 000,00	3 136 876,03	0,65
EUTELSAT SA 5% 14/01/2019	EUR	200 000,00	210 151,78	0,04
EVONIK INDUSTRIES AG 1.875% 08/04/2020	EUR	2 000 000,00	2 115 089,04	0,44
FCA CAPITAL IRELAND PLC 1.375% 17/04/2020	EUR	2 000 000,00	2 078 720,55	0,43
FCE BANK 1.875% 18/04/2019	EUR	1 730 000,00	1 797 177,32	0,37
FCE BANK PLC 1.114% 13/05/2020	EUR	4 850 000,00	5 002 046,04	1,04
FERROVIE DELLO 4% 22/07/2020	EUR	1 074 000,00	1 201 542,65	0,25
FGA CAPITAL IRE 2% 23/10/2019	EUR	1 500 000,00	1 560 647,26	0,32
FGA CAPITAL IRELAND 2.625% 17/04/2019	EUR	3 000 000,00	3 160 245,21	0,65
FIAT FINANCE & TRADE 6.75% 14/10/2019	EUR	650 000,00	734 635,34	0,15
FRAPORT AG 5.25% 09/2019	EUR	6 801 000,00	7 512 589,56	1,56
GOLDMAN SACHS GROUP INC 2.625% 19/08/2020	EUR	8 000 000,00	8 605 578,08	1,78
GROUPE BCE 3.55% 08/10/2020	EUR	300 000,00	328 309,32	0,07
GROUPE BCE 4.03% 02/07/2020	EUR	3 300 000,00	3 595 088,71	0,74
HAVAS 1.875% 08/12/2020	EUR	3 000 000,00	3 127 830,82	0,65
HSBC HOLDINHS PLC 6% 10/06/2019	EUR	3 400 000,00	3 806 253,42	0,79
IMPERIAL TOBACCO FINANCE 5% 02/12/2019	EUR	6 000 000,00	6 606 517,81	1,37
INFRA FOCH SAS 1.25% 16/10/2020	EUR	3 000 000,00	3 097 865,75	0,64
INTERNATIONAL GAME TECH 4.125% 15/02/2020	EUR	2 500 000,00	2 649 036,46	0,55
INTESA SANPAOLO 3% 28/01/2019	EUR	3 000 000,00	3 093 673,97	0,64
INTESA SANPAOLO SPA 1.125% 14/01/2020	EUR	4 000 000,00	4 086 663,01	0,85
INTESA SANPAOLO SPA 4.125% 14/04/2020	EUR	1 450 000,00	1 626 058,80	0,34
INTESA SANPAOLO SPA 5% 23/09/2019	EUR	2 000 000,00	2 184 076,71	0,45
ISS GLOBAL A/S 1.125% 09/01/2020	EUR	2 000 000,00	2 041 239,73	0,42
ITALCEMENTI MULTICPON 19/03/2020	EUR	2 890 000,00	3 194 768,32	0,66
JOHNSON CONTROLS INTL PL 0% 04/12/2020	EUR	7 900 000,00	7 887 360,00	1,63
K+S 3.125% 06/12/2018	EUR	2 100 000,00	2 159 825,55	0,45
LAFARGE 6.75% 16/12/2019	EUR	2 100 000,00	2 327 061,78	0,48
LAFARGE MULTICPON 29/11/2018	EUR	925 000,00	975 555,68	0,20
LAFARGE SA 5.875% 09/07/2019	EUR	1 105 000,00	1 235 277,23	0,26
LAGARDERE SCA 2% 19/09/2019	EUR	8 600 000,00	8 882 892,88	1,84
LCL ACAFP 4.15 04/19/2019	EUR	700 000,00	737 482,08	0,15

Inventaire du portefeuille au 29 mars 2018 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
LEASEPLAN CORPORATION NV 1% 08/04/2020	EUR	2 000 000,00	2 058 180,82	0,43
LLYODS TBS 6.5% 24/03/2020	EUR	9 300 000,00	10 459 327,81	2,17
MEDIOBANCA 4.5% 14/05/2020	EUR	4 000 000,00	4 529 473,97	0,94
MEDIOBANCA SPA 0.75% 17/02/2020	EUR	2 000 000,00	2 026 890,41	0,42
MEDIOBANCA SPA 1.625% 19/01/2021	EUR	1 400 000,00	1 458 154,66	0,30
MOLSON COORS BREWING CO FRN 15/03/2019	EUR	2 900 000,00	2 903 227,06	0,60
NATIONWIDE BLDG 6.75% 22/07/2020	EUR	4 829 000,00	5 768 445,57	1,19
NORDEA 4.5% 26/03/2020	EUR	2 000 000,00	2 173 419,18	0,45
NYRSTAR NETHERLANDS 8.5% 15/09/2019	EUR	2 300 000,00	2 508 578,06	0,52
PENTAIR FINANCE SA 2.45% 17/09/2019	EUR	6 300 000,00	6 605 282,47	1,37
PETROLEOS MEXICANOS 3.75% 15/03/2019	EUR	4 000 000,00	4 144 219,18	0,86
PHOENIX PIB DUTCH HOLDING 3.125% 27/05/2020	EUR	1 500 000,00	1 619 718,49	0,34
PLASTIC OMNIUM 2.875% 29/0/20	EUR	11 400 000,00	12 372 623,01	2,56
POSTE ITALIANE SPA 3.25% 18/06/2018	EUR	2 100 000,00	2 168 926,03	0,45
POSTE VITA SPA 2.875% 30/05/2019	EUR	4 320 000,00	4 556 472,66	0,94
PPG INDUSTRIES INC 03/11/2019	EUR	2 000 000,00	2 003 200,00	0,41
PSA BANQUE FINANCE 0.5% 17/01/2020	EUR	6 200 000,00	6 262 339,73	1,30
RABOBANK 5.875% 20/05/2019	EUR	6 000 000,00	6 704 075,34	1,39
RABOBANK 6.875% 19/03/2020	EUR	5 500 000,00	6 216 175,34	1,29
RCI BANQUE SA 0.625% 04/03/2020	EUR	3 000 000,00	3 036 092,47	0,63
RCI BANQUE SA 0.375% 10/07/2019	EUR	2 700 000,00	2 721 744,25	0,56
RCI BANQUE SA 1.125% 30/09/2019	EUR	3 000 000,00	3 068 498,63	0,64
RCI BANQUE SA 1.375% 17/11/2020	EUR	6 000 000,00	6 232 191,78	1,29
RCI BANQUE SA FRN 18/03/2019	EUR	100 000,00	100 909,87	0,02
ROYAL BANK OF SCOTLAND GROUP 5.375% 30/09/2019	EUR	4 000 000,00	4 431 561,64	0,92
SAFRAN SA VAR 28/06/2019	EUR	3 000 000,00	3 006 600,00	0,62
SANTAN CONSUMER FINANCE 0.75% 03/04/2019	EUR	7 100 000,00	7 165 465,89	1,48
SANTAN CONSUMER FINANCE 0.9% 18/02/2020	EUR	2 000 000,00	2 035 819,18	0,42
SANTANDER CONSUMER BANK 0.375% 17/02/2020	EUR	1 000 000,00	1 006 972,60	0,21
SANTANDER CONSUMER BANK 1% 25/02/2019	EUR	2 000 000,00	2 022 682,19	0,42
SMURFIT KAPPA ACQUISITION 4.125% 30/01/2020	EUR	2 400 000,00	2 588 720,00	0,54
SOFTBANK CORP 4.625% 15/04/2020	EUR	2 700 000,00	2 981 911,88	0,62
TELECOM ITALIA SPA 4.875% 25/09/2020	EUR	3 800 000,00	4 321 019,04	0,89
TELEFONICA EMISIONES SA 4.71% 20/01/2020	EUR	6 000 000,00	6 572 094,25	1,36
TELEFONICA EMISTONES SAU 0.318% 17/10/2020	EUR	1 000 000,00	1 007 472,38	0,21
TEREOS FIN GROUP 04/03/2020	EUR	3 000 000,00	3 088 528,77	0,64
TEVA PHARM FNC NL II 0.375% 25/07/2020	EUR	2 000 000,00	1 953 598,63	0,40
THERMO FISHER SCIENTIFIC 1.5% 01/12/2020	EUR	4 000 000,00	4 156 383,56	0,86
THYSEENKRUPP AG 3.125% 25/10/2019	EUR	3 000 000,00	3 152 352,74	0,65
TITAN GLOBAL FINANCE 4.25% 10/07/2019	EUR	1 500 000,00	1 577 192,82	0,33
UNICREDIT SPA 3.25% 14/01/2021	EUR	3 800 000,00	4 151 588,49	0,86
UNICREDIT SPA 3.625% 24/01/2019	EUR	2 100 000,00	2 179 279,32	0,45
VALLOUREC 3.25% 02/08/2019	EUR	3 000 000,00	3 159 945,21	0,65

Inventaire du portefeuille au 29 mars 2018 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
VODAFONE GROUP PLC 0.875% 17/11/2020	EUR	11 000 000,00	11 268 490,41	2,33
VOLKSWAGEN LEASING GMBH 0.25% 05/10/2020	EUR	11 000 000,00	11 057 712,33	2,29
WENDEL 5.875% 17/09/2019	EUR	2 000 000,00	2 236 661,64	0,46
WENDEL SA 1.875% 10/04/2020	EUR	5 500 000,00	5 763 679,79	1,19
WPP FINANCE 0.750% 18/11/2019	EUR	6 000 000,00	6 090 090,41	1,26
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Titres de créances			-	-
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Titres de créances négociables			-	-
Autres titres de créances			-	-
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Organismes de placement collectif			21 725 953,84	4,50
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			21 725 953,84	4,50
OFI RS LIQUIDITES	EUR	4 969,158	21 725 953,84	4,50
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne			-	-
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations cotés			-	-
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations non cotés			-	-
Autres organismes non européens			-	-
Opérations temporaires sur titres financiers			-	-
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension			-	-
Créances représentatives de titres financiers prêtés			-	-
Titres financiers empruntés			-	-
Titres financiers donnés en pension			-	-
Dettes représentatives de titres financiers donnés en pension			-	-
Dettes représentatives de titres financiers empruntés			-	-
Autres opérations temporaires			-	-
Opérations de cession sur instruments financiers			-	-
Contrats financiers			716 158,69	0,15
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Appel marge EUR	EUR	240 570,00	240 570,00	0,05
EURO SCHATZ 0618	EUR	-1 458,00	-240 570,00	-0,05
Autres opérations			716 158,69	0,15
CDS ATLANTIA SPA 39B	EUR	4 000 000,00	67 515,91	0,01
CDS BANCO SANTANDER 35BP (1) 06/19 JP	EUR	4 000 000,00	43 717,91	0,01
CDS EDP ENERGIAS 75 BP	EUR	2 000 000,00	75 544,98	0,02
CDS ELECTRICITE DE29BP12/20	EUR	4 000 000,00	79 019,11	0,02
CDS ITRAX EUROPE S 25BP 12/20 JPM	EUR	10 000 000,00	213 845,78	0,04
CDS ITRAXX EUR 92BP	EUR	20 000 000,00	145 093,56	0,03
CDSREF/2,000,000.	EUR	2 000 000,00	23 422,16	0,00

Inventaire du portefeuille au 29 mars 2018 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
CDSREF/5,000,000.	EUR	5 000 000,00	33 674,39	0,01
CDSREF/5,000,000.	EUR	5 000 000,00	34 324,89	0,01
Autres instruments financiers			-	-
Créances			597 603,42	0,12
Dettes			-2 200 069,58	-0,46
Comptes financiers			-5 710,17	0,00
ACTIF NET			482 856 546,38	100,00

OFI RS EURO CREDIT SHORT TERM
Fonds Commun de Placement

OFI ASSET MANAGEMENT
Société de gestion
20-22, rue Vernier – 75017 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 29 MARS 2018

Aux porteurs de parts,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du FCP OFI RS EURO CREDIT SHORT TERM relatifs à l'exercice clos le 29 mars 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} avril 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

L'évaluation du portefeuille a été effectuée en conformité avec les méthodes décrites dans l'annexe. Nous avons revu le caractère approprié de ces méthodes, et leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX PORTEURS DE PARTS

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion du fonds et dans les autres documents adressés aux les porteurs de parts sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction de la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la société de gestion du fonds.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 15 juin 2018
Le Commissaire aux comptes
APLITEC, représentée par



Bruno DECHANCÉ